

1. Résumé du message central du manifeste

Le manifeste, rédigé par l'association RED (Reddito Europa Diritti APS), constitue un appel urgent à des réformes socio-économiques radicales visant à lutter contre l'aggravation des inégalités, à freiner la montée des modèles autoritaires et à protéger les institutions démocratiques.

Pour atteindre cet objectif, le document propose un système humaniste et socio-économique entièrement nouveau, fondé sur les piliers suivants :

- **Mise en place d'un revenu de base inconditionnel (RBI)** : pierre angulaire de la proposition, un revenu de base individuel, universel et inconditionnel serait instauré en Italie et dans l'ensemble de l'Union européenne. Il remplacerait totalement les dispositifs d'aide sociale ciblés, restrictifs et inefficaces, qui finissent souvent par enfermer les bénéficiaires dans des « pièges à pauvreté ».
 - **Approfondissement de l'intégration européenne** : pour faire face aux conflits mondiaux actuels et éviter la marginalisation géopolitique, l'Union européenne doit dépasser les souverainetés nationales et achever son intégration par une politique fiscale, étrangère et de défense unifiée.
 - **Réforme fiscale équitable et redistribution des richesses** : le revenu de base et les services publics seraient financés principalement par une taxation accrue des très grandes fortunes, de la spéculation financière, des multinationales, de l'automatisation (via des taxes sur les robots et l'intelligence artificielle), ainsi que des activités nuisibles à l'environnement ou à la société.
 - **Réduction du temps de travail et salaires équitables** : le manifeste réclame l'instauration d'un salaire minimum légal dans tous les États membres de l'UE ainsi qu'une réduction drastique du temps de travail, dans un premier temps à 24 heures hebdomadaires. Cette mesure permettrait une répartition plus juste de l'emploi disponible et une meilleure valorisation d'activités essentielles aujourd'hui non rémunérées (travail de soin, bénévolat, recherche libre, etc.).
 - **Rétablissement des services publics essentiels** : les gouvernements doivent mettre fin au démantèlement et à la privatisation des secteurs publics. Ils doivent au contraire réinvestir massivement dans la santé, l'éducation, les transports et les infrastructures numériques afin de revitaliser les zones rurales et les territoires de l'intérieur fragilisés par le dépeuplement.
-

2. Éléments et affirmations pouvant être supprimés sans altérer le message central

Le manifeste est très détaillé et fortement chargé sur le plan émotionnel. Si l'on retirait les prises de position politiques spécifiques, les exemples très localisés ou les illustrations rhétoriques suivantes, l'argumentation fondamentale en faveur du revenu de base resterait pleinement intacte :

- **Les griefs spécifiques en matière de politique étrangère** : les critiques explicites visant le président Donald Trump, le traitement réservé par l'Union européenne aux migrants en détresse en mer ou encore la condamnation de la situation des Palestiniens à Gaza. Ces références illustrent la vision géopolitique des auteurs mais n'affectent ni la logique ni la structure de l'argument en faveur du revenu de base.
- **Les références à des mouvements et documents partenaires** : les mentions élogieuses des documents de travail de l'association Nuova Camaldoli et du Mouvement européen

pour une « Camaldoli européenne ». Elles relèvent davantage de la reconnaissance institutionnelle ou académique que des fondements essentiels du manifeste.

- **La politique intérieure italienne et les citations des évêques sur les zones rurales** : la critique très localisée de l'Objectif 4 du « Plan stratégique national pour les zones intérieures » (« Accompagner un processus irréversible de dépeuplement ») ainsi que la longue citation des évêques italiens concernant les blocages législatifs et les logiques de financement politico-électoral. L'argument général — selon lequel les territoires ruraux ont besoin d'un socle économique pour prospérer — demeure parfaitement valable sans ces débats bureaucratiques locaux.
- **Les illustrations académiques et culturelles** : les références explicites au livre *Bullshit Jobs* de David Graeber ou à la chanson de l'auteur-compositeur italien Giorgio Gaber (« La liberté, c'est la participation »). Ces références servent à illustrer des idées déjà clairement exposées dans le texte.
- **L'anecdote historique sur les femmes au foyer** : le passage rappelant que, lors de la rédaction de la Constitution italienne, les femmes au foyer étaient considérées comme des travailleuses bénéficiant d'une pleine reconnaissance sociale. L'argument moral et économique en faveur de la dissociation entre dignité humaine et emploi marchand reste valable sans cet exemple historique particulier.
- **Les mécanismes fiscaux italiens extrêmement spécifiques** : la proposition d'appliquer l'impôt sur le revenu italien (IRPEF) au versement du revenu de base afin que les bénéficiaires puissent affecter le « huit pour mille » aux organisations religieuses, le « cinq pour mille » aux associations et le « deux pour mille » aux partis politiques. Il s'agit d'un dispositif comptable très technique et propre à l'Italie qui alourdit un manifeste par ailleurs conçu pour l'ensemble de l'Europe.
- **Les détails d'un amendement budgétaire rejeté** : l'exposé détaillé d'un amendement à la loi de finances présenté par le groupe AVS, soutenu par le Mouvement 5 Étoiles et le Parti démocrate, comprenant notamment un monopole public sur la production de cannabis et la réduction des subventions aux énergies fossiles. Cet épisode relève davantage de l'actualité politique que d'un principe fondamental et durable.
- **La proposition géopolitique concernant Gaza** : l'idée selon laquelle l'État d'Israël et la communauté internationale devraient financer un revenu de base pour la population de la bande de Gaza afin de réduire le recrutement par le Hamas. Bien qu'intéressante comme réflexion sur l'utilisation du revenu de base dans la résolution des conflits, cette proposition très localisée et politiquement sensible risque de détourner l'attention du projet macroéconomique principal, centré sur l'Europe et les sociétés occidentales.